



CULTURE

PICASSO OU LE TRIOMPHE DU « GÉNIE MÉTÈQUE »

Par Pierre de Gasquet

Qui savait que le peintre s'était vu refuser sa naturalisation française en 1940 ? Annie Cohen-Solal, dans sa nouvelle enquête consacrée à Picasso, met à jour l'ambiguïté de ses relations avec son pays d'adoption, tout en révélant ses qualités de stratège hors pair.



On croyait tout savoir sur Picasso. Il n'en est rien. Comme d'habitude – serait-on tenté de dire –, la passionnante enquête d'Annie Cohen-Solal, férue d'histoire de l'art et grande connaisseuse du monde muséal, auteure d'ouvrages de référence sur Jean-Paul Sartre, Mark Rothko et le grand marchand d'art Leo Castelli, s'attaque ici à un monument, sous un angle inédit. Comment un artiste surdoué, hanté par la peur de son expulsion et la précarité de son statut, va devenir un vecteur de modernisation du pays qui lui refuse sa naturalisation ? Plus proche de l'enquête littéraire que de la biographie

classique, *Un étranger nommé Picasso* se lit comme un polar. On y retrouve la traque sans relâche du détail saillant et l'obsession du contexte révélateur qui font le charme, et la densité, des vraies enquêtes. « *Ce qui me fascine le plus chez Picasso, c'est son immense intelligence de stratège: comment il a su naviguer dans les interstices de la société française* », explique Annie Cohen-Solal, dans son appartement parisien.

Signalé à la Préfecture de police dès son arrivée en 1901 pour ses fréquentations anarchistes, Picasso restera toute sa vie un « étranger » en France, son pays d'adoption.

Picasso en 1957 dans sa villa La Californie, près de Cannes, avec Daniel-Henry Kahnweiler, son marchand exclusif depuis 1912.



Sa demande de naturalisation ayant été rejetée le 25 mai 1940, le pionnier de l'avant-garde aura longtemps été sous surveillance: fiché, traqué par la police comme un saltimbanque enrichi, forcément suspect. Comment expliquer que Picasso ne soit jamais devenu français ?

C'est à cette question simple, obsédante, que s'est attelée Annie Cohen-Solal, en plongeant pendant cinq ans dans l'immense gisement des archives mises, notamment, à sa disposition par le Musée Picasso. Par chance, l'artiste n'a jamais rien jeté: «*Il avait une manie de la conservation.*» Son enquête en dit autant sur la France xénophobe de l'entre-deux-guerres et l'atmosphère scabreuse et putride de l'Occupation que sur le créateur du *Guernica* qui fera sa gloire outre-Atlantique.

L'enquête d'Annie Cohen-Solal explore avec passion la relation entre l'artiste et ses marchands. C'est là que Picasso révèle ses qualités de stratège hors-norme. Après ses débuts chez Ambroise Vollard, les liens tissés entre Picasso et l'Allemand Daniel-Henry Kahnweiler, son marchand privilégié à partir de 1907, seront très vite déterminants. À cette époque, Picasso erre encore d'atelier en atelier. Il faudra cinq ans pour que le grand marchand finisse par apprivoiser l'artiste, tourmenté, désemparé ou tyrannique. Leur relation exclusive est scellée, «*à l'initiative de l'artiste*», le 18 décembre 1912. Mais c'est Picasso qui impose ses propres termes au marchand de Derain, Braque, Vlaminck et Léger...

PICASSO, KAHNWEILER, CHTCHOUKINE

Pourquoi lui ? Kahnweiler sait protéger ses peintres des profiteurs en tous genres. Or, Picasso se révèle un angoissé despotique. Dans ce duo magique, le maître du jeu, c'est l'artiste. «*L'attelage avec Kahnweiler lui permet de galoper de plus en plus vite, de sauter un à un tous les obstacles, de subvertir en paix la grande tradition européenne du chef-d'œuvre.*» Car Kahnweiler s'inscrit dans la tradition de contre-pouvoir du grand marchand Paul Durand-Ruel. Sa galerie échappe au fonctionnement officiel de l'État collectionneur et, surtout, à la dictature exercée par la toute-puissante Académie des beaux-arts sur l'art contemporain de ce début de siècle. C'est là que Picasso va commencer à s'enrichir: par l'intermédiaire de Kahnweiler, l'homme d'affaires russe, Sergueï Chtchoukine, devient un collectionneur majeur des œuvres de Picasso, à des prix considérables. Sa cote s'envole.

Las ! En décembre 1914, coup dur: Kahnweiler voit sa galerie, ses collections, près de 700 tableaux et dessins – pratiquement toute la période cubiste de Picasso –, mis sous séquestre. Ils le resteront pendant dix ans. Celui-ci érigé en «*sujet ennemi*», sa galerie devient l'archétype de la «*galerie boche*». On le décrit comme un traître, un «*planqué*» responsable du «*déclin esthétique et moral de la France avec son Kubisme*» (avec un K). Kahnweiler doit s'exiler en Suisse. «*C'est un coup terrible pour Picasso qui se retrouve amputé, presque physiquement, d'une partie*

À Vallaurie en 1955 lors d'une corrida, en compagnie de Jacqueline Roque (sa future deuxième femme), et de Jean Cocteau.



de son œuvre», explique Annie Cohen-Solal. Les années de guerre vont faire voler en éclats les réseaux que Picasso a patiemment tissés depuis ses débuts avec Ambroise Vollard, en 1904. L'«*internationale cubiste*» est démantelée.

Retour à la case départ. Soudainement, la France met à mal son statut d'artiste et sa réputation. Un grand bourgeois collectionneur va l'aider à faire face à la vague de xénophobie nationaliste: c'est André Level. Il devient le conseiller juridique et financier de Picasso, son véritable bouclier protecteur face à une administration française opaque et inquisitrice.

Là encore, Picasso se révèle un habile stratège. Confronté à la diabolisation du cubisme, il s'allie à Jean Cocteau, «*le poète de la bourgeoisie*», petit-fils de notaire et d'agent de change, qui évolue dans un milieu de droite sensible aux idées nationalistes. Par chance, bien que nationaliste lui-même, Cocteau est fasciné par l'avant-garde qu'incarnent Picasso et les milieux artistiques de gauche.

Paradoxalement, pendant toute la durée de l'Occupation nazie, «*loin de partager le sort de ses amis, Picasso fera figure de privilégié*». Qui le protège de l'avidité d'Alfred



Dans son atelier de La Californie. Derrière lui différentes versions des *Demoiselles d'Avignon*.

Cassou, directeur fondateur du Musée national d'Art moderne de Paris, et de Jean Zay, le ministre de l'Éducation et des beaux-arts du Front populaire assassiné par la milice en 1944, il faudra attendre 1947 pour que Picasso fasse son entrée dans les collections publiques françaises. Or cela fait déjà près de vingt ans qu'il est l'idole des collectionneurs américains grâce à Paul Rosenberg. Le MoMA s'est empressé d'acquérir *Les Femmes d'Alger*, refusé par le Louvre, en 1937, à la veuve du collectionneur Jacques Doucet. Mais, par un magnifique retournement de situation, alors que Matisse, Bonnard et Braque vendent leurs œuvres à l'État avec un rabais de 10%, en 1947, Picasso fait don de dix tableaux pour l'inauguration du premier musée national d'art moderne français – près de vingt ans après la création du MoMA de New York.

Tel Aristote, le grand métèque de la Grèce antique, Picasso ne quittera pas sa patrie d'élection. Antibes, Vallauris, Vauvenargues, Mougins... Après s'être vu opposer un refus, le « génie métèque » dédaignera toutes les offres successives qui lui ont été faites de devenir français – y compris par le bras droit du général de Gaulle. Jusqu'à décliner, de quelques mots griffonnés à la va-vite, la Légion d'honneur que lui proposera Malraux en 1966. In extremis, quelques années avant la mort du maître, grâce à la loi Malraux sur les datations de 1968, l'État français finira par lui ouvrir ses portes en permettant l'intégration de ses œuvres au sein du patrimoine national. Et l'installation, en 1985, de la collection Picasso dans l'hôtel Salé, au cœur du Marais. Une forme de repentir bien tardif...

Rosenberg, chargé du pillage des collections juives et des collections prétendument abandonnées, ou des visites de soldats allemands qui viennent le traiter de « dégénéré, de communiste et de Juif » en donnant de grands coups de pied dans ses toiles ? Son banquier, Max Pellequer ? L'ambassadeur du Brésil en France qui le fournit en cigares ? Ou l'ambassadeur franquiste qui fait placer des scellés sur la porte de son atelier pour le protéger ? Ou encore son ami Cocteau, devenu la coqueluche de l'occupant ? Pour Annie Cohen-Solal, la réponse est simple. La seule stratégie de Picasso est de « poursuivre son travail, tout en assurant ses arrières grâce aux quelques appuis qu'il a pu sécuriser auprès des pouvoirs en place ».

Mais c'est aussi ce qui s'appelle jouer avec le feu. Il arrivera à Picasso de devoir déjeuner dans un restaurant clandestin avec Werner Lange, le haut fonctionnaire nazi en charge de la surveillance des artistes, ou de croiser Martin Fabiani, condamné à la Libération pour spoliations de collectionneurs juifs et trafics d'œuvres de Matisse et de Picasso... Pour l'auteur de *Guernica*, « l'œuvre étendard de la résistance à tous les fascismes », honni par Vlamincq et la presse collaborationniste, « l'obsession professionnelle devint la seule façon pour lui de

vivre dignement les événements ». De fait, pendant ces années d'Occupation, le Picasso stratège, devenu « l'étranger en risque maximal face à l'hydre nazie », continuera à produire, à gérer sa fortune et à voir la cote de ses œuvres grimper...

« Ce qui frappe dans ce livre, c'est le rapport de Picasso à l'institution, policière d'abord, mais aussi à l'institution muséale qui n'a pas su voir l'artiste, alors qu'il était là sous ses yeux. Cela pose aussi la question de l'identité d'un artiste, cette tension entre l'ancrage espagnol et la tentation de l'universel », confie Laurent Le Bon, le président du Musée Picasso. Malgré les efforts de Jean



Un étranger nommé Picasso, Annie Cohen-Solal, Fayard, 728 pages, 28 euros.

Plus d'infos sur lesechos.fr/weekend

L'ADHÉSION AU PCF ET LE PACTE AVEC THOREZ

Faut-il voir dans l'adhésion de Picasso au parti communiste français (PCF), en octobre 1944, à 63 ans, une simple manœuvre opportuniste ? Annie Cohen-Solal n'évite pas la question. Certes, elle représente pour lui à la fois « un passeport, un tremplin et un bouclier ». Écartelé entre

l'Espagne et la France, il aborde la fin de l'Occupation, « un peu sonné », blessé par le rejet de sa naturalisation quatre ans plus tôt. Mais il y voit aussi une forme de passage à l'acte, un sentiment d'appartenance collective. « Être communiste pour Picasso, c'est choisir le parti des

manieurs d'outils et des constructeurs de cathédrales. L'adhésion au parti est aussi liée au pacte implicite entre Picasso et Maurice Thorez, son benjamin de vingt ans et « le meilleur tribun de l'Assemblée nationale » avec lequel son amitié ne cessera de se renforcer.